

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

MARDI  
17 AOUT 1976

Belgique 15 FB  
Grèce : 20 drach  
Italie : 300 liras  
Portugal : 15 esc  
Suède : 2,25 Ks.  
Suisse 1 FS



## SOUFRIERE: L'ADMINISTRATION COLONIALE A L'OEUVRE

Dans cet été de tremblements de terre, de pollution, de cyclones et autres cataclysmes naturels, le gouvernement colonial français joue, en Guadeloupe, le jeu du sang froid, de la méthode et de l'organisation. La catastrophe a été prévue, on a pris les devants et, regardez, tout se passe dans le calme. Le préfet de région est à son poste.

On rappelle 1902, l'éruption de la Montagne Pelée, la destruction de Saint Pierre avec ses 28 000 morts. Il ne faut pas que ça recommence, surtout lorsque la terre tremble en Chine, en Italie ou en Bosnie.

Stirn, secrétaire d'état au TOM-DOM, revient précipitamment de Malaisie, où il passait ses vacances. Il va « aider la population de l'île » a-t-il déclaré avant de s'embarquer pour Paris. Deux patrouilleurs de la marine nationale sont sur place pour aider à l'évacuation de la population menacée (comme quoi les bâtiments de guerre français servent à quelque chose là-bas) 164 pompiers parisiens sont partis dimanche soir. Ils devront dégager les victimes ensevelies (on en prévoit quand même) et donner des soins d'urgence aux blessés.

Mais derrière ce remue-ménage de dernière heure, demeure le cynisme des administrations coloniales. En 1902, 4 jours avant l'éruption, alors que la ville était déjà recouverte de cendres, on organisait encore une excursion touristique au sommet de la Montagne Pelée. Aujourd'hui on n'en est plus là. Pourtant le volcan menaçant depuis mars, aucune mesure sérieuse n'a été prise avant ces derniers jours. Déjà en mars, après une première secousse tellurique, devant l'inquiétude de la population, l'administration coloniale rassurait.

Mais en même temps, les enfants des colons quittaient précipitamment la région ou prenaient des vacances anticipées. Début juillet, les premiers évacués furent ceux de Saint Claude, résidence dorée du préfet et des colons. Pire, le 8 juillet dernier, alors que 30 000 personnes avaient été évacuées - les menaces devenaient sérieuses - le préfet déploya des trésors d'activité pour inviter les travailleurs de Basse Terre et des autres communes voisines à rejoindre « leur poste de travail ». Une sérieuse faille s'était ouverte deux jours auparavant.

Comme quoi, dans cette île où les Békés et l'armée française n'hésitent pas à tirer contre des travailleurs, il n'y a pas de raison que l'on s'inquiète outre mesure des conditions de vie des masses guadeloupéennes. Depuis deux jours donc, on évacue les 70 000 habitants menacés par la Soufrière. Mais dans quelles conditions !

Le Figaro d'hier, note, par exemple, sans s'en étonner, que les 30 000 premiers évacués sont rassemblés à Pointe à Pitre où « des centres d'accueil ont déjà été mis en place pour 4 000 personnes ». Ainsi, les avertissements des vulcanologues qui alertent les pouvoirs publics depuis plusieurs mois, n'ont permis de prévoir que 4 000 abris pour 70 000 personnes. Au nord de la Basse Terre et sur la Grande Terre, dans les zones dites sûres, les réfugiés s'organisent dans de très mauvaises conditions. Les écoles sont pleines à craquer et de très nombreuses familles ont été contraintes à dormir par terre ou sur les plages.

J.Y. Potel

LIRE PAGE 2 : LE PRECEDENT DE LA MONTAGNE PELEE

## MUSIQUE OFFICIELLEMENT INTERDITE !

C'est fait. Le festival de Nîmes n'aura pas lieu. Un arrêté pris à la hâte hier après-midi à la mairie de Nîmes a été envoyé à la préfecture et aux différents intéressés. Prétexte officiel : la crainte que les incidents graves d'Arles ne se renouvellent.

Il faut dire nettement que cette décision est un scandale. Un scandale parce qu'elle montre la lâcheté d'une municipalité uniquement préoccupée d'échéances électorales ; un scandale parce

qu'elle s'aligne sur les réactions de tous les Dupont-la-Joie qui ne veulent pas voir leur ville envahie par une bande de chevelus ; un scandale parce qu'elle reflète le climat de peur entretenue par Poniatoski ; un scandale parce qu'elle nous prive, en un mot, de la musique que nous aimons.

Les braves gens pourront dormir tranquilles. Ce n'est pas demain que des notes électriques viendront couvrir le beau son des téléviseurs de Nîmes.

## AMNISTIA !



Une centaine de réfugiés politiques réclamant l'amnistie et la possibilité de rentrer dans leur pays ont occupé samedi matin le consulat d'Espagne à Paris. Ils ont été expulsés par les flics à 16 heures.

## chine: nouveau seisme

Un fort tremblement de terre vient de se produire en Chine à environ 400 kilomètres au nord de Chunking, à proximité de la frontière entre les provinces de Kansu et Szechwan, a annoncé lundi matin le service national d'information sur les tremblements de terre des Etats-Unis.

Selon les mesures opérées par les sismographes du centre, le séisme avait une intensité de 6,9 sur l'échelle de Richter. Le tremblement de terre du 27 juillet dernier, qui a détruit la ville de Tangshan, avait une intensité de 8,2.

AFP

## CHINE

### ALERTE A CANTON

L'état d'alerte au tremblement de terre a été levé lundi à Pékin. « Les phénomènes anormaux qui avaient été relevés au cours des derniers jours ont pour la plupart disparu et aucun tremblement de terre puissant ne surviendra dans un proche avenir » ont déclaré les autorités chinoises.

Les instructions selon lesquelles la population pouvait regagner ses lieux d'habitation ont été passées par l'intermédiaire des comités de rues et de quartiers, puis ont été réitérées lundi matin par des voitures munies de hauts-parleurs. Des millions de personnes démontent les abris sous lesquels ils vivaient depuis trois semaines et regagnent leurs foyers. Les abris provisoires sont soigneusement démontés, les matériaux « empruntés » sont remis à leur place. Une fois les trous comblés, le trottoir est balayé et retrouve son aspect habituel.

Seuls les habitants de Pékin dont les maisons sont peu sûres ou en voie de démolition, devront encore séjourner un certain temps dans leurs abris provisoires.

Alors que les pékinois commencent à rentrer chez eux, la population de Canton participait dimanche à des exercices d'évacuation des bâtiments à la suite de la mise en garde officielle sur les risques de tremblement de terre d'une grande violence dans les prochains jours.

Selon les prévisions, l'épicentre du séisme qui devrait toucher la Chine du Sud, se situerait dans la presqu'île de Luchow. Les journaux de Hong-Kong annonçaient que la Chine craint un tremblement de terre d'une magnitude de 5 à 7 degrés.

Les prévisions chinoises ont reçu un début de confirmation avec la légère secousse ressentie à Canton, dont l'épicentre se situait à plusieurs centaines de kilomètres, dans la nuit de dimanche à lundi.

## ETATS UNIS

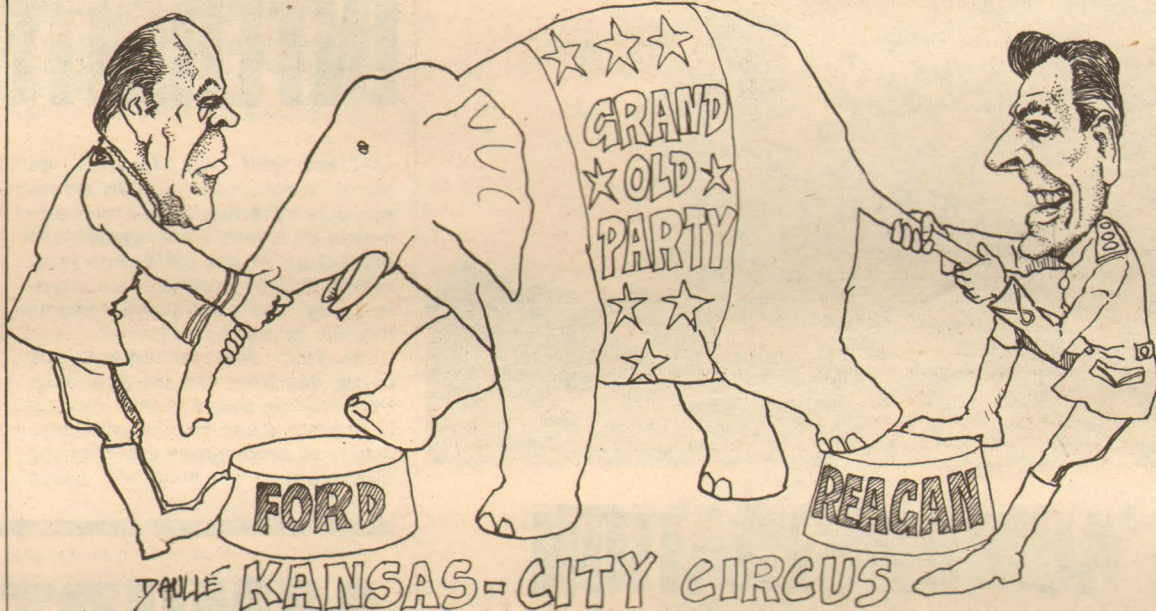
### La Convention Républicaine de Kansas City FORD-REAGAN : UN « DUEL » A FLEURET MOUCHELE

La première journée de la convention républicaine de Kansas City a été consacrée aux cérémonies traditionnelles d'ouverture et les discours d'accueil. C'est en fin de soirée seulement (heure locale) qu'ont été prononcés les premiers discours politiques, par des supporters des deux candidats en lice.

A la veille de l'ouverture de la convention, Gerald Ford a marqué un point sur son opposant Ronald Reagan : celui-ci est en effet intervenu auprès de la commission des règlements de la convention pour que celle-ci décide d'obliger les candidats (en l'occurrence Ford) à faire connaître le nom de leur co-listier dès l'ouverture de la

conférence. Mais par 59 voix contre 44 la commission a rejeté cette requête, permettant ainsi à Ford de garder le secret jusqu'à mercredi, après l'ouverture du scrutin.

On a parlé de cirque à propos des conventions et celle-ci ne manquera pas à la tradition malgré la prétendue « division » du parti, créée de toutes pièces et qui vise essentiellement à attirer l'attention d'un public désabusé sur cette réunion. On jugera d'ailleurs de la gravité du « duel » qui déchire le parti républicain quand on saura que Ford a inclus dans sa liste d'éventuels vice-présidents son challenger à la nomination... Ronald Reagan lui-même !



### Une plateforme unanimement conservatrice

Les deux prétendants à la nomination comme candidat du Parti républicain n'ont pas eu beaucoup de mal à se trouver d'accord sur la plate-forme que l'un ou l'autre devra défendre au cours de la campagne qui commencera effectivement début septembre. Sur les problèmes essentiels elle est profondément conservatrice.

**Avortement :** Les Républicains sont favorables à poursuivre « le dialogue public sur l'avortement » et à soutenir les efforts de « ceux, qui cherchent à faire réintroduire un amendement constitutionnel garantissant le droit à la vie pour les enfants non encore nés ». **Emploi :** Les républicains dénoncent les « programmes de développement de l'emploi financés par l'Etat fédéral ».

**Sécurité sociale :** Les républicains s'opposent à un

système de sécurité social unique national et obligatoire.

**Politique de défense :** Les républicains défendent la nécessité

d'une « croissance soutenue des efforts en matière de défense », ce qui signifie augmenter le budget de la défense.

### Les amis qu'on mérite

Le puissant lobby des armuriers s'est déclaré ouvertement en faveur de la candidature à la présidence et à la vice-présidence respectivement de R. Reagan et du sénateur Schweiker.

Le comité des citoyens pour le droit de posséder et de porter des armes, organisation étroitement associée à la célèbre association nationale des armes à feu a publié un communiqué, pronant le « ticket » Reagan/Schweiker comme étant le plus favorable à ses positions dans l'histoire politique contemporaine des Etats-Unis. 114 membres du congrès, pour la plupart républicains ou démocrates de tendance conservatrice, parrainent officiellement ce comité, qui assure exprimer les vues de 55 millions de porteurs d'armes respectueux des lois.

On se demande pourquoi le comité s'est cru obligé de rajouter ce petit membre de phrase respectueux des lois. Comment pourrait-il en être autrement ? Faire usage de son arme contre un « negro », un drogué, un « coco », un barbu-cheveulu, une « pédale », ça ne serait pas permis par la loi ? Alons donc. Ça se saurait...

## VOLCANS : LE PRECEDENT DE LA MONTAGNE PELEE

Nous publions ci dessous quelques extraits du livre de Maurice Nicolas, Saint Pierre Martinique, qui raconte l'irruption de la Montagne Pelée, en Martinique, en avril 1902. Tous les spécialistes pensent que la Soufrière qui menace depuis plusieurs mois, devrait avoir la même puissance. Cette fois là il n'y a eu que deux survivants sur 30 000 habitants.

Le mercredi 7 mai, l'activité du volcan parait un peu clamée.

Selon l'opinion de plusieurs personnalités, la ville de Saint-Pierre ne semble pas directement menacée. Dans un télégramme, dont le texte est affiché, M.Landes assure :

« A mon avis, la Montagne Pelée ne présente pas plus de danger pour la ville de Saint-Pierre que le Vésuve n'en offre pour Naples ».

Au début de l'après-midi cependant un mouvement de panique s'empara de la population.

Le gouvernement Mouttet est alors en son hôtel, à Fort de France, entouré de quelques membres du Conseil privé quand de sourdes détonations commencent à se faire entendre. Au même moment, le téléphone sonne. C'est le maire de Saint-Pierre, M. Fouché qui appelle qui appelle. Il est anxieux, la population est affolée : la Rivière la Roxelane, qui traverse la ville, déborde, versant des eaux noires et

boueuses, les magasins ferment, la population s'attroupe, réclamant des vivres

Le gouverneur lui répond que l'affolement de la population est injustifié et demande au maire de lancer un appel au calme et d'annoncer son arrivée à Saint-Pierre.

Leur arrivée à Saint-Pierre, environ une heure plus tard, rassure quelque peu la population et le calme revient.

Quelques habitants cependant, abandonnent la ville, surtout des femmes et des enfants.

A ce moment, bien peu de personnes, à Saint-Pierre avaient pris réellement conscience de la gravité et de l'imminence du danger.

Le 8 mai 1902 à 6 heures du matin, l'horloge de la cathédrale sonne le dernier angélus des 30 000 habitants de Saint-Pierre. « Le compte à rebours » est commencé. Le volcan gronde de plus en plus fort et les détonations alternent avec les pluies de cendres. Le tramway cependant continue à rouler. Le soleil brille. A 7 h50 la montagne de feu éclate. Une nuée ardente se jette sur la ville, la couvre, l'étouffe, l'embrasse, roule sur la mer, puis se dirige en tous sens, grandit comme une montagne de cendres et de feu. »

Saint-Pierre a cessé de vivre.

## Nouvelles manifestations au Cap

Lundi après-midi

lundi après-midi près d'un millier d'étudiants métis de l'université métis du Cap ont manifesté devant le tribunal de Bellville ( quartier métis) où dix de leur camarades comparaissent, accusés de « violences publiques et incendie criminel », la police a violemment attaqué ce rassemblement pour disperser les étudiants et les ont poursuivis dans toute la ville pour les empêcher de reformer leur cortège. Des manifestations de solidarité avec les victimes des affrontements de la semaine passée ont également eu lieu dans d'autres quartiers métis du Cap.

Les étudiants indiens de Durban se sont également mis en grève par solidarité avec les jeunes noirs. 1300 étudiants indiens ont défilé sur leur campus lundi en chantant « We shall overcome » ( nous vaincrons). Les annonces de « réformes » de la part du gouvernement raciste ne semble pas avoir permis de rétablir le calme. Ces réformes, dont la principale est l'obtention d'un bail de trente ans pour leur logement pour les habitants des quartiers noirs, visent fondamentalement à préserver la situation actuelle d'apartheid. « A moins que nous réussissions à établir une forte classe moyenne parmi les noirs, nous aurons de sérieux problèmes » a déclaré le ministre de la défense. Il s'agirait d'offrir quelques avantages ( comme l'accès à la propriété) à cette classe moyenne, dans le cadre du régime actuel d'apartheid, afin que celle-ci se fasse la propagandiste de ce régime au sein des populations noires.

## Tanaka officiellement inculpé

L'ancien premier ministre japonais Tanaka, arrêté le 27 juillet vient officiellement d'être inculpé de corruption pour avoir reçu un pot de vin de 1,7 million de dollars dans l'affaire Lockheed.

C'est la première fois qu'un ancien chef de gouvernement est poursuivi en justice pour des actes criminels commis pendant son mandat. Mais c'est aussi la première fois dans les annales de la justice japonaise que l'on enregistre un paiement illicite de cette ampleur !

Pourtant, l'ancien premier ministre ne risque qu'un maximum de 5 ans de prison.

## Evacuation des partisans de l'amnistie qui occupaient l'église de Guernica

La Garde Civile a fait évacuer lundi matin l'église de Guernica en Espagne où s'étaient enfermées samedi plusieurs centaines de personnes demandant l'amnistie en faveur des exilés et des condamnés politiques basques, on ignore s'il y a eu des arrestations.

Par ailleurs, la police a dispersé dimanche dans la même ville une manifestation qui a réuni plusieurs milliers de personnes en faveur de « l'amnistie pour tous » et de la liberté.

Jusqu'à présent, seuls 161 prisonniers politiques ont été libérés à la suite des mesures d'amnistie.

## GRANDE BRETAGNE : LA CHARTE DES FEMMES TRAVAILLEUSES

**Hier :** En Mars 74, 10 villes britanniques mettent en avant cette charte. Les conseils syndicaux de Londres et le mouvement ouvrier londonien l'acceptent. Quelques mois plus tard, une conférence réunit 200 femmes venues de différentes sections syndicales, ou de groupes femmes. Bien que des désaccords existent sur le détail des revendications, il est unanimement décidé de populariser la charte.

**Aujourd'hui :** La charte des femmes travailleuses a été adoptée par 12 syndicats nationaux, 35 conseils syndicaux, une centaine de sections syndicales et 85 autres organisations diverses. Elle est défendue à la fois par les hommes et par les femmes au sein du mouvement ouvrier britannique.

Dans cette période de récession, comme partout ailleurs en Europe, les femmes paient les pots cassés de la crise.

Le gouvernement refuse de financer plus, certains hôpitaux, ou cliniques. Il fait tout pour fermer l'hôpital des femmes Elisabeth Garrett Anderson (cf Rouge N°8) à Londres. Les centres d'orthogénie sont en nombre insuffisant. L'avortement n'est ni libre ni gratuit, contrairement aux grandes illusions qui sont véhiculées sur le côté libéral de la Grande-Bretagne. Les revendications de la charte s'opposent à la façon anarchique avec laquelle la bourgeoisie pose ces problèmes. Tant que la femme est isolée dans la famille. La bourgeoisie contrôle la femme, son corps, c'est-à-dire la moitié de la société. Mais; aujourd'hui, la charte est une brèche dans le jeu paisible de la bourgeoisie anglaise.

La garde des enfants, leur éducation, les soins qu'il faut leur donner sont trop souvent considérés comme le devoir de la mère qui est à résoudre individuellement. Il faut éliminer cette séparation entre les problèmes dits « individuels » (le rôle de la mère, le ménage dans la maison, etc...), et les problèmes collectifs (le syndicat, la politique). Il n'y a pas de division, et les revendications propres aux femmes sont, au même titre que n'importe quelle autre, partie intégrante de la lutte syndicale, menée et par les hommes et par les femmes.

Face à l'inflation, la femme doit surmonter seule en bonne ménagère qu'elle doit être et qu'elle a toujours été, les angoisses du budget familial, les factures, du marché, de la cuisine et de la lessive.

Pour que ces tâches qui depuis des millénaires sont exécutées par les femmes, soient enfin prises en charge par la société, la charte demande des collectivités locales (cantines, lessive automatique...), des

crèches, plus d'écoles, etc.

L'inflation est ressentie fortement par les femmes sur le marché de l'emploi. Depuis plusieurs années, le régime réduit les budgets de l'éducation, et les services publics. Cela signifie moins de travail, des conditions pénibles, etc. Quand il faut réduire la main d'œuvre, qui paie ? Les immigrés, bien sûr et les femmes. De toute manière leur force de travail n'est qu'une force d'appoint et même, si elles se retrouvent sans vrai « travail », il y a toujours une place pour elle à la maison !

En Grande-Bretagne, 250 000 femmes sont au chômage (sans compter celles qui cherchent un travail et qui n'ont jamais été déclarées comme chômeuses).

La Charte est un moyen de défendre les droits des femmes travailleuses, contre les licenciements, ou à propos des salaires, ou quand elles sont enceintes.

Cette Charte est un réel progrès pour le mouvement ouvrier britannique, car qui aurait remis en cause auparavant le fait qu'une femme gagne moins qu'un homme pour le même travail ? Qui aurait défendu une femme licenciée à la place d'un homme... Qui aurait remis en cause le caractère dépendant de la femme à l'égard de son mari (nécessité d'avoir la signature de son conjoint pour bénéficier de la sécurité sociale ou louer une maison) ? Certes la charte est loin d'être complète, mais c'est le commencement, de l'apprentissage de la



femme au travail. Les points de vue sur l'analyse ne sont pas toujours clairs, mais le fait que la charte soit avancée de manière mixte peut aider à faire diminuer le chauvinisme mâle dans les syndicats et dans le mouvement ouvrier en général.

La Charte aidera à impluser

plus que le MLF ne nie la Charte. Au contraire, ces 2 structures (MLF et Charte) sont complémentaires.

La Charte ne peut se suffire à elle-même dans la lutte contre l'oppression des femmes, car elle s'adresse en particulier aux femmes travailleuses et que la seule struc-

devenir un « ghetto féministe », car si il est important de prendre en considération toutes les formes de radicalisation que ce soit chez les intellectuelles ou chez les inorganisées (d'un point de vue syndical ou politique) il est du devoir de résistance solide des femmes dans le mouvement ouvrier par le biais de la Charte, donc de la défendre.

La Charte des femmes travailleuses est à approfondir, à rediscuter mais elle est l'outil qui pourra mettre fin à la division entre problèmes sociaux et problèmes économiques, qui pourra mettre fin à la division entre maison et travail, l'individuel et le collectif, ce qui est la responsabilité du mouvement ouvrier et ce qui est la responsabilité des organisations politiques (comme ça l'a été longtemps et comme ça l'est encore en France par exemple).

Karen.

### Une charte qui défend les droits de la mère, de la ménagère et de la femme au travail

défense quotidienne des droits élémentaires.

**Pour lutter contre le chauvinisme mâle de la classe ouvrière**

Bien sûr, la Charte ne libérera pas du jour au lendemain les femmes de leur oppression séculaire, mais c'est la 1ère fois que se trouvent posés ensemble les analyses sur l'oppression de la femme dans la famille et sur l'exploitation de la

plus de luttes de femmes dans les entreprises. La Charte a fait entrer la lutte des femmes dans la vie syndicale en faisant non plus uniquement une affaire de femmes mais en faisant une lutte intégrée au combat contre le régime.

**La liaison avec le MLF et la classe ouvrière**

La Charte ne nie pas le mouvement autonome des femmes, pas

ture où tous les problèmes liés à l'oppression de la femme sont posés, c'est le MLF (Les femmes battues, la sexualité, l'homosexualité ne sont pas débattus dans la Charte).

Par ailleurs, le MLF ne peut se suffire à lui-même sous peine de

- 1) Salaire au niveau où il a été négocié par les syndicats, indépendamment de toute question de sexe avec un minimum national au-dessous duquel aucun salaire ne devrait tomber.
- 2) Egalité de chances, en ce qui concerne l'emploi et la promotion, sans considération de sexe ou de statut civil.
- 3) Egalité sur le plan de l'éducation et de la formation dans tous les emplois, et congé obligatoire pour les formations pour tous les travailleurs et travailleuses de 16 à 19 ans.
- 4) Conditions de travail identiques pour les hommes et pour les femmes, sans détérioration des conditions d'emploi précédentes.
- 5) Disparition de tous les obstacles légaux ou techniques en matière d'égalité concernant le logement, les possibilités d'achat, les pensions pour les vieillards, les impôts, l'obtention du passeport, la garde des enfants, les prestations sociales etc...
- 6) Amélioration et augmentation du nombre de crèches, gratuites, ouvertes plus longtemps, selon les besoins des mères travailleuses, avec des classes préscolaires. Augmentation du nombre d'écoles enfantines.
- 7) Congé de maternité de 18 semaines, sans diminution de salaire, avant et après la naissance de l'enfant, et 7 semaines après l'accouchement s'il s'agit d'un enfant mort-né. Pas de licenciement pendant la grossesse et le congé de maternité. Garantie de la sécurité de l'emploi et des possibilités de promotion.
- 8) Extension à toutes les localités de centres de planning familial, assurant la diffusion gratuite des moyens contraceptifs. Avortement gratuit avec grande facilité.
- 9) Augmentation des allocations familiales (2,50 livres par enfant) dès le premier enfant.
- 10) Campagne parmi les femmes afin qu'elles prennent une part active dans les syndicats et dans la vie politique, de manière à ce qu'elles puissent exercer une influence en relation avec leur nombre. Et campagne parmi les hommes syndiqués afin qu'ils travaillent à ce même objectif.



## Monseigneur Lefèbvre a chanté en Latin

### LE NOUVEAU CROISE DE L'EXTREME-DROITE



Tout d'abord, relativisons. Il est vrai que si l'affaire Lefèbvre reste significative des errements d'une église catholique en crise, elle vient à point pour renforcer une actualité française bien pauvre en ce lendemain de 15 août.

Ce qui n'est pas inintéressant, c'est de voir se profiler derrière Mgr Lefèbvre un certain nombre de groupuscules et autres associations d'extrême-droite qui étalent au grand jour les idées qu'ils couchent habituellement sur des bulletins à diffusion restreinte. On sait, par exemple, que des partisans portant un « brassard frappé d'une croix entrelacée de deux cœurs rouges » distribuaient samedi des tracts à Lourdes. On apprend aussi que dimanche, une dizaine de « Soldats du Christ-Roi contre la Révolution » diffusaient

aux pèlerins un journal dénonçant le « modernisme » (sic) dans l'Eglise. Le même jour, un chef-scout « aux mains gantées de blanc et portant le drapeau des chevaliers du sacré-cœur » ouvrait le cortège à Chatelperron. Une occasion pour tous ces fiers jeunes gens au crâne rasé de montrer que la réaction relève la tête; l'avant-garde, en quelque sorte des 28 % de catholiques favorables aux pitreries traditionalistes

de Mgr Lefèbvre. Ce pourcentage donne une autre dimension à l'affaire, dans la mesure où on lui accorde une certaine crédibilité. Il faut bien se rendre compte que cela fait plus d'un français sur quatre qui serait séduit par les thèses intégristes de Lefèbvre. De l'attitude de ces gens face au problème religieux doit découler un comportement semblable dans le domaine politique. De ce point de vue, on ne saurait oublier que les catholiques français demeurent un électorat important à s'approprier pour les partis politiques. Ce qui explique la main tendue des communistes et la messe du dimanche matin pour Giscard. Electorat friable s'il en est, il demeure la cible idéale pour un fractionnement qui pourrait découler de la situation actuelle, avec un redécoupage politique si le schisme s'effectue bel et bien. C'est la tentation permanente de l'ensemble de la droite « pure et dure » qui se saisit de l'affaire pour dénoncer avec vigueur le « réformisme », qu'il soit religieux ou politique. La liaison est faite.

Etrangement, l'ensemble des partis et organismes de gauche n'ont aucunement réagi à l'affaire. Interrogé au téléphone, le vice-président de la JOC nous a confirmé

l'absence de position de son mouvement et a précisé que « les problèmes de l'emploi sont davantage préoccupants ». Le PC lui, nous a fait savoir que « ça ne les intéressait pas ! ». Même réaction au PS où tout le monde étant en vacances, nous ne pouvons que constater l'absence de prise de position officielle. Deux poids, deux mesures. A droite, toute la racaille réactionnaire se saisit de l'affaire avec un empressement malsain (voir « Minute » et « la Contre réforme catholique »), à gauche, on attend visiblement le retour des vacances pour donner une hypothétique position sur une affaire qui prend de plus en plus les allures d'un ballon crevé mais dont on aurait tort de négliger tous les aspects.

Bernard Prades

## Alors que le journal n'est pas encore vendu

### Hersant menace déjà la rédaction de France-Soir d'un lock-out !

France-Soir est sous pression. Mais ce n'est pas l'actualité des vacances qui met la rédaction dans cet état, c'est la menace imminente du rachat par Hersant. Hersant, député « majorité » de l'Oise, qui règne en maître dans 10 quotidiens de province : Paris-Normandie, le Havre-Express, Le Berry-Républicain, la Liberté du Morbihan, l'Eclair de Nantes, Presse-Océan, la République des Pyrénées et qui a racheté le Figaro l'an dernier.

Pour les journalistes de France-Soir qui refusent la main-mise d'Hersant sur le journal, la partie est dure. Il apparaît en effet de plus en plus que le coup est préparé de longue date et qu'il ne reste que des détails à régler. Le « Pépé » (Winkler, qui a racheté France-Soir il y a un mois à Hachette) ne semble être là que comme le « clodo-homme de paille ». Toujours est-il que les projets de Hersant suscitent au sein de la rédaction de France-Soir une vive réaction. Mais l'exemple, pas si ancien, de la disparition de Paris-Jour pèse lourdement sur la détermination de ceux qui en ont connu les conséquences et qui travaillent maintenant à France-Soir. Le Pépé a promis sous la menace d'une grève immédiate de la rédaction, vendredi dernier, de rencontrer les journalistes hier soir, avant de voir Hersant aujourd'hui. Vu le point d'avancement des soi-disant « pourparlers techniques », les rédacteurs essayent de faire racheter par quelqu'un d'autre. Ce sera difficile. Hersant a déjà montré, avec le rachat du Figaro où il a su évincer des challengers pourtant notables (JJSS, Bettencourt, Nora), qu'il disposait d'appuis financiers et politiques (Cf Rouge 126) tels que

personne ne pouvait chasser sur ses brisées.

Un consensus anti-Hersant s'est déjà manifesté vendredi à France-Soir et sera peut-être reconduit aujourd'hui dans une grève de la rédaction. Mais Hersant se conduit déjà en pays conquis : il a dès maintenant menacé d'un lock-out la rédaction si elle se met en grève.

Si la presse écrite (L'Huma, le Monde, La Croix, L'Aurore, Rouge) s'est déjà faite l'écho des inquiétudes des journalistes face à la monopolisation qu'instaure Hersant, la radio et la télé continuent à censurer l'information.

Et du côté parlementaire, ce sont aussi les vacances. Le PS a demandé le 1<sup>er</sup> juillet la formation d'une commission d'enquête sur l'origine des fonds servant à l'achat des quotidiens : mais la formation de cette commission est à la discrétion du gouvernement, et celui-ci veut observer justement la plus grande... discrétion. Caillavet, sénateur Gauche Démocratique, a posé une question orale sans débat, en demandant à Chirac « de venir exposer, dès la rentrée, les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour éviter la réalisation de véritables monopoles de presse ». Il s'appuie sur l'ordonnance du 26 août 1944 qui stipule : « la même personne ne peut être directeur ou directeur délégué de plus d'un quotidien ». Mais tourner les lois n'a jamais été très difficile aux capitalistes ; Hersant ne s'en fait pas faute : il en est à son douzième quotidien.

Et gageons que Chirac n'interviendra pas contre ce projet (derrière lequel lui-même se profile) d'un grand quotidien gouvernemental : Figaro-France-Soir.

Lise Thalou

## CORSE : UN AN APRES ALERIA

De notre envoyé spécial Gabriel Pietri

Un an après Aleria, les chefs de clans UDR et radicaux de gauche, profitant d'une conjoncture économique défavorable au tourisme, ont lancé en juillet une offensive contre l'autonomisme, allant jusqu'à proposer des milices privées « contre les terroristes ». Le mouvement ouvrier traditionnel, quant à lui, n'a guère brillé par la fermeté de ses réactions à l'encontre d'un tel projet.

### 2/ LE TOURISTE MARCHAIS

Le mouvement ouvrier traditionnel n'est pas resté muet. Le PC comme le PS ont tenu, chacun à leur manière, à faire savoir que le problème corse les « intéressait ».

En passant par Sartène.

Fin juillet, s'ouvraient à Sartène les Journées d'Etudes Marxistes de la Corse, le rendez-vous traditionnel des communistes de l'île. Cette année, l'attraction était la venue du secrétaire national, Georges Marchais. Il faut préciser que celui-ci, depuis qu'il a accédé au poste suprême, passe ses vacances, à Moriani — plage très en vogue de la côte orientale. Des affiches jaunes avaient été collées dans toute l'île, annonçant l'évènement.

Après les remous qui avaient agité la fédération corse du PCF, juste après les événements d'Aleria, on pouvait espérer que le « Parti aux couleurs de la France » exprimerait, par le truchement de son dirigeant une position mitigée. Le PCF ne s'était-il pas présenté comme le meilleur défenseur des militants autonomistes emprisonnés ? Devant un auditoire peu fourni mais tout acquis aux idées du PCF, Georges Marchais a surpris bon nombre d'observateurs en se comportant comme un Dupont-la-Joie en goguette.

« L'autonomisme fait le lit de l'indépendance... » tel fut le thème martelé par l'orateur. A tel point que le surlendemain le secrétaire d'Etat aux TOM-DOM félicitait Marchais pour sa clairvoyance. On a les appuis que l'on peut. Fallait-il donc que le PCF insiste aussi lourdement sur le fait que « les ouvriers ont droit aux vacances » et que « les plasticages les empêchent de se reposer » ? Fallait-il que le PCF, passant sous la table les problèmes économiques, sociaux et national de l'île ne voye dans la Corse qu'un immense camp de vacances ? Faut-il rappeler au touriste Marchais que la Corse continue à exister en dehors de la période estivale ? Par son discours, le PCF a préféré mêler sa voix à la campagne contre les autonomistes. Ce n'est probablement pas du goût des JC de Bastia qui ont eu des discussions fraternelles avec les militants de la CSC (1), ni même des militants corses du PCF qui, eux, vont rester ici et seront confrontés aux problèmes spécifiques de l'île.

Les paroles de leur secrétaire général ont semé le désarroi parmi bien des communistes qui tentent de conjuguer « spécificité corse », « communisme » et « lutte des classes ».

Problème ou question corse

Le PS, de son côté, a proposé un projet de loi comportant vingt sept articles « afin de régler la question corse ». Car désormais, le PS ne parle plus de problème corse mais de question corse. Les aménagements des socialistes sont un progrès très net sur tout ce qu'avait pu proposer le mouvement ouvrier français jusqu'à ce jour. Ils prévoient une Assemblée corse élue au suffrage universel, l'enseignement (toutefois facultatif) de la langue corse dès la petite école. Par ailleurs il prévoit la possibilité pour les travailleurs immigrés d'étudier leur propre langue ainsi bien entendu que le français et le corse. Les limites de ce projet sont néanmoins évidentes. Il ne s'attaque en rien au système politique des clans ; la défense des droits des travailleurs (particulièrement inexistant en Corse) n'est pas prise en compte. Quant au droit à l'autodétermination du peuple corse, le recouvrement de sa culture il n'en est pas dit mot. Mais, il est vrai que l'original du texte a subi de singulières coupes en arrivant à Paris. Tentative de récupération ? Certainement. Le PS a recruté ces dernières années, en Corse, beaucoup de jeunes qui sont particulièrement sensibles aux aspirations du Peuple corse. Mais l'intérêt du projet va au-delà : c'est, répétons-le la première fois que la question corse est reprise en main, de façon réformiste certes, mais toutefois reprise en main par un parti du mouvement ouvrier. Le jour où ce projet passera devant l'Assemblée (s'il passe) les députés du PCF et certains du PS risquent d'éprouver une certaine gêne, eux qui se disent les meilleurs défenseurs de l'unité nationale c'est-à-dire, en l'occurrence, du jacobinisme.

(1) Organisation d'étudiants corses.

DEMAIN : NATIONALISTES ET AUTONOMISTES A LA CROISEE DES CHEMINS.

### DANS UN COMMUNIQUE LA FFTL ET LE SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (CGT) SOLIDAIRES DES TRAVAILLEURS DE FRANCE-SOIR

Les deux syndicats « assurent de leur entière solidarité tous les salariés de France-Soir dans les actions qu'ils décideraient ». Protestant contre « les facilités accordées à Hersant pour qu'il s'installe à la tête de tout un empire de presse », ils soulignent que « la concentration des titres, sous prétexte d'économies, mais pour des motifs en réalité politiques, aboutit à mettre en cause la liberté d'expression et le pluralisme de l'information ». Le communiqué appelle « tous les travailleurs de l'information à exiger partout l'application de l'ordonnance du 26.8.44, qui prévoit notamment que soit publiée la liste des principaux actionnaires des journaux ».

Affaire Barreto

### TOUJOURS LE SILENCE OFFICIEL

Mis à part Libération qui a fait dans son édition d'hier écho à nos informations, le silence continue à planer sur l'affaire Barreto. Aucun démenti n'a été apporté par le ministère de la justice aux accusations que porte Barreto sur la séance de tortures à la gégène qu'il aurait subie dans les locaux du quai des Orfèvres.

Pourtant il semble bien que de façon interne l'administration ait pris des mesures, puisqu'on apprend que Jean-Claude Reilles, le co-détenu de Barreto qui a recueilli les informations de ce dernier, a été changé de prison et mis à la centrale de Poissy. De cette façon l'administration pénitentiaire espère bien

qu'aucune autre information ne sortira de ses murs. Par la même occasion, Barreto aurait été changé de quartier à Fleury-Mérogis afin de l'isoler complètement des détenus qui auraient pu être au courant de son histoire.

Dans une lettre adressée le 14 juillet dernier au procureur de la République de Paris, Barreto se plaint, d'autre part, de faire l'objet de traitements discriminatoires et injurieux de la part des gendarmes qui le convoient de la prison au cabinet du juge d'instruction. Il attribue ce traitement à la plainte qu'il a déposée pour les tortures dont il a été la victime.

Alors, M' Lécaneu, toujours rien à dire sur cette affaire ?

## Boulangerie Industrielle Cadot

# CES IMMIGRES QUI FONT NOTRE PAIN

Depuis le 2 juillet à 23h45, les travailleurs des établissements de boulangerie industrielle Cadot occupent l'usine de fabrication du 19<sup>e</sup> arrondissement. Ils refusent la liquidation. Ils ne se contentent pas de toucher les indemnités payées par le syndic, ils savent que planent la menace de fermeture définitive ainsi que peut-être le « nettoyage d'été » par les flics. Ils se battent donc, et ce, avec d'autant plus de vigueur qu'ils ont été exploités outrancièrement par un patron de choc qui tient cette fois-ci à les étrangler définitivement. Nous avons rencontré dans leur usine occupée ces travailleurs qui nous ont parlé de leur refus de continuer à subir des conditions de travail, dignes du « capitalisme sauvage » du siècle dernier.

Durant plus de deux siècles, les établissements Cadot ont été connus comme une maison respectable et dynamique au sein de la profession boulangère. Cette maison, à direction familiale, était d'autant plus respectable que jusqu'à juin 75 il n'y avait jamais eu de grève. Cadot fondé en 1758 a donc été épargné par les explosions de juin 36 et de mai 68, entre autres. A Cadot on écrase le syndicalisme dans l'oeuf.

Ce n'est que l'an dernier qu'une section syndicale put être montée. Cela dans le feu d'une grève de 19 jours au mois de juin de l'an dernier. Ce ne fut pas sans mal !

Cette grève, ils ont dû la mener à l'extérieur. Chaque jour alors qu'ils étaient rassemblés devant l'usine, ils devaient subir les provocations de commandos armés de la CFT qui assurait la « liberté du travail » une vingtaine d'individus principalement comptables et surtout intérimaires.

Les grévistes de Cadot au sein

desquels on rencontre treize nationalités d'immigrés, bénéficièrent de la solidarité des travailleurs en lutte à Chausson, ainsi que du refus d'achat par les comités d'entreprise des quelques pains produits par les jaunes. Finalement JP. Cadot céda sur 18% d'augmentation des salaires, et conjointement à la reprise du travail commençait à créer sa propre organisation syndicale la CFT « C ».

### Un patron à poigne

Les travailleurs ont à subir de terribles conditions de travail. La chaleur ambiante du fait des fours est de 45°, le sol est carrelé de fonte, ce qui n'arrange pas les choses, de plus le patron interdit d'ouvrir les fenêtres pour éviter une augmentation de la consommation d'énergie. Mais dans le bureau de Cadot l'air est conditionné. Un des fours a un défaut : il rejette des jets de vapeur provoquant régulièrement des brûlu-



res. Les accidents de travail sont nombreux et mutilants. En 71 un travailleur à la suite d'un accident s'est trouvé immobilisé deux années durant. Les accidents de travail chez Cadot pour être indemnisés au salaire intégral demandaient douze ans de maison. Pour les arrêts maladie, JP. Cadot imposait seize jours de franchise... après deux ans de présence ! Le patron pouvait se permettre de faire SA LOI, il était, jusqu'à son dépôt de bilan vice-président de la chambre patronale de la boulangerie, et c'est lui qui faisait traîner en longueur les négociations sur la convention collective de la boulangerie industrielle.

Dans l'usine de M. Cadot, un ouvrier ayant 20 ans d'ancienneté pouvait voir à ses côtés un nouveau venu d'un an, gagner autant que lui. La différence se fait à la carte syndicale ! Ainsi un délégué CGT nous a certifié que : « Cadot promettait et donnait une prime de 200 F par mois pour qui déchirerait sa carte CGT et une augmentation horaire de 0,50 F pour celui qui prendrait une carte CFTC ». Quasiment tous les travailleurs immigrés se voyaient refuser la possibilité des congés sans solde pour retourner au pays (alors qu'ils n'ont ni 13<sup>e</sup> mois, ni mensualisation). On voyait donc un travailleur algérien qui a 18 ans être obligé de prendre son compte chaque fois qu'il voulait rentrer voir sa famille.

### Les travailleurs disent « non » !

Malgré les vacances d'été, chaque jeudi, 100 travailleurs se réunissent en AG dans l'usine occupée. Ces travailleurs organisèrent une journée « portes ouvertes » le mardi 3 août, où vint un millier de parisiens. Ils organisent des équipes d'occupation afin de protéger l'outil de travail et attendent avec détermination l'échéance du 15 septembre, qui est celle de la rentrée des classes. C'est à dire le moment où le plus sentir sur un marché où il desservait habituellement les collectivités. Ce sera l'occasion de vérifier si le plan de restructuration de l'industrie agro-alimentaire, boulangerie industrielle en tête, entrera en application tel qu'a pu le laisser prévoir le secrétaire d'état Jean Tibéri. L'hypothèse la plus probable serait un partage du marché français et étranger, avec certaines zones d'exclusivité pour SOFRAGAIN, filiale du groupe anglais RANK-HOUI, qui a déjà 15 usines en France, ainsi que pour les Grands Moulins de Paris, société Vilgrain, plus intéressée par l'exportation.

Devant une telle menace de restructuration, mettre du colorant tricolore dans le pain Cadot en défendant sa qualité contre celui des multinationales, comme le fait le PCF, n'arme pas les travailleurs et

les met dans une situation attentiste. Actuellement, il est difficile de croire à une « démocratisation » du marché du pain, par contre un des atouts des travailleurs réside dans le contrôle d'une unité de production, qui si le soutien populaire se développait largement, pourrait être remise en marche sous leur direction...

Nicolas Descampes

### QUAND ON VEUT TUER SON CHIEN... ON DIT QU'IL A LA RAGE !

Cet intitulé d'un tract de la C.G.T. rend bien compte de l'objectif de la manœuvre anti-ouvrière de Jean-Pierre Cadot. Dans une déclaration citée par *Le Monde* du 13 juillet, ce patron de choc souhaitait « une reprise des activités sous une forme nouvelle et dans un climat de travail assaini ». Cette cynique sincérité du patron traduit bien son souci d'éliminer une section syndicale qui, en un an d'existence, lui a déjà bien le pion. Lors d'une conférence de presse tenue en juillet, Jacqueline Sipion, secrétaire de la Fédération CGT de l'alimentation a pu « mettre en doute la faillite des Etablissements Cadot, notant, que la production et la clientèle ne cessaient de s'accroître ».

Quand on sait que le dépôt de bilan a été effectué le 24 juin 76, ceci seulement à la suite des déclarations des banques Société Générale et Bred, qui affirmaient ne plus pouvoir à la date du 11 juin continuer à honorer les chèques de J.P. Cadot. Pour l'instant, le secret commercial et industriel le plus total a été gardé : on ne connaît pas grand chose des comptes de M. Cadot. De son côté, la section CGT de l'usine estime que le patron voudrait racheter lui-même l'unité de production, par l'intermédiaire de la Cadot-Fabrication-Distribution-CFD (qu'il a créé l'année dernière) - « pour décapiter le puissant et majoritaire syndicat CGT ». De fait depuis que la liquidation a été prononcée le 2 juillet par le tribunal de commerce, face aux travailleurs qui occupent son usine, Cadot, lui, continue de faire de l'argent avec ses cinq magasins CFD de vente de pâtisseries... en vendant les biscottes de ses concurrents. N.D.

## ECONOMIE : LE NAVIRE FAIT EAU DE TOUTES PARTS

On saura aujourd'hui comment va le franc, mais déjà les « experts » ont trouvé une autre source d'inquiétude : le commerce extérieur.

Fourcade en partant en vacances avait déclaré : « la décélération des prix s'est affirmée avec netteté, tandis que nos échanges extérieurs atteignent l'équilibre : deux phénomènes que l'on n'avait pas vu depuis longtemps ». Sacré farceur... les prix ont augmenté de 1,2% en juillet (indice CGT) et la balance commerciale extérieure (corrigée des variations saisonnières) est déficitaire de 1,7 milliards (elle est déjà déficitaire de 5,6 milliards pour le premier semestre).

La balance commerciale en elle-même n'est pas très significative (à l'époque de l'impérialisme ce sont les mouvements de capitaux qui sont les plus importants) mais c'est un des équilibres-test pour la politique économique bourgeoise, avec l'inflation et la monnaie (quant au chômage, 1 million c'est bon). Les sources d'inquiétude sont nombreuses :

- La sécheresse va limiter les exportations agricoles, sans qu'on puisse compenser par une hausse des prix (surproduction mondiale) par contre les matières premières agricoles (aliments pour le bétail) vont fortement augmenter ainsi que les importations de viande. D'excédentaire, la balance agricole risque d'être déficitaire.

- La chute du franc, ne fouettera pas les exportations mais va renchérir les importations - Les éléments « moteurs » des exportations, la sidérurgie par

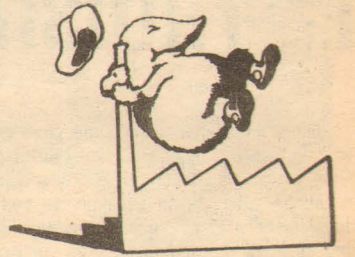
exemple sont mal en point : l'industrie automobile (le phare au premier semestre) sera déficitaire. De plus les coûts de production « explosent » : les matières premières importées ont augmenté de 50% en un an. - La structure du commerce extérieur montre que la France est très mal placée dans la concurrence européenne puisqu'elle est déficitaire dans ses rapports avec l'Europe et les USA. Même chose vis-à-vis des pays producteurs de pétrole. C'est avec les pays néo-coloniaux que se font l'essentiel des profits « extérieurs » on comprend l'empressement de Giscard à courir en Afrique après... le fauve et les contrats.

Alors ? Les solutions sont simples pour la bourgeoisie : c'est la restructuration de son capital productif (à l'exemple de la sidérurgie), donc le licenciement de travailleurs, l'intégration européenne des capitaux (jouer sur plusieurs pays à la fois) et surtout, faire payer les travailleurs : « cette question de l'équilibre extérieur va donner une actualité pressante au projet Chirac de modération des revenus. (Les Echos du 16 août). C'est la même rengaine. Si Giscard n'a pas de « politique nouvelle » à proposer c'est bien aussi parce que la combativité ouvrière ne rentre pas dans les « chiffres » des experts et que la lutte des classes donne un rythme différent aux « projets ».

Alain Sullivan

DEMAIN : QUELLES SONT LES SIGNIFICATIONS DU COMMERCE INTERNATIONAL ?

## en lutte



### HOPITAL D'IVRY (CHPI) LE PRIVE C'EST L'AVENIR !

Un hôpital neuf, équipé du meilleur matériel, c'est le Centre Hospitalier Privé d'Ivry, installé par la CGA, filiale du trust CGE pour expérimenter du matériel. Or, voilà deux mois qu'il est fermé ; le personnel licencié, le matériel mise au rencard. Tout ça, parce que la CGE ne le jugeant pas rentable, s'est arrangé pour trouver à point nommé un « déficit budgétaire ». Dans un département où la situation de l'hospitalisation est catastrophique, cette fermeture apparaît comme un vrai scandale. Les 170 travailleuses ont décidé de tout faire pour s'y opposer : elles occupent jour et nuit depuis deux mois. La solidarité s'organise sur le département, notamment dans les PTT.

Correspondant

● A Muzillac, depuis plusieurs semaines les travailleurs de l'entreprise SA Leroux (constructions métalliques) sont en lutte pour conserver leur emploi : délégations auprès des élus locaux, manifestations... En effet, plusieurs dizaines de licenciements sont prévus. La CFDT seul syndicat présent a refusé d'emblée tout licenciement. La fermeture de cette entreprise verrait encore la liste des chômeurs s'allonger, la liste des fermetures des petites boîtes en Bretagne est déjà longue : Fougères, Redon-Garnier, conserveries du Sud-Finistère...

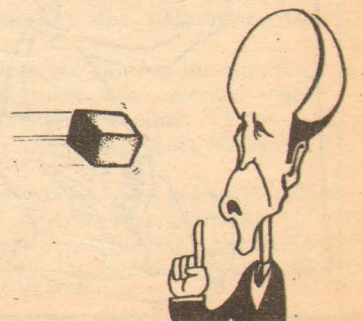
Correspondant

● A Saverne, l'imprimerie « Les presses de la Licorne » qui emploie 17 personnes a été mise en règlement judiciaire. Dans l'immédiat donc, l'ensemble du personnel sera licencié après les congés d'été. Le patron n'envisageant de redémarrer qu'avec un personnel réduit.

Correspondant

● 95 salariés menacés de licenciements chez Aspro (Haute Savoie). La CGT qui a organisé des délégations auprès des pouvoirs publics parlementaires et organisations syndicales et politiques précise que ces licenciements prévus ne sont que le prélude à la fermeture définitive de l'entreprise Aspro de Gaillard.

(AFP)



## Affaire Varga : la triste fin d'un conjuré du Petit Clamart

### LE TROISIEME HOMME

Dans les faits divers les plus anodins, on retrouve souvent des connaissances. Ainsi dans la tentative de hold-up qui, à Courbevoie, il y a quelques jours, a coûté la vie à Lazlo Varga et à un de ses compagnons. Avec deux potes, Lazlo Varga voulait se faire un receveur des postes et sa caisse. Las, le postier a tiré et a tué deux de ses agresseurs, mettant en fuite le troisième qui n'a toujours pas été retrouvé.

Ainsi s'est terminée la carrière de Lazlo Varga, ancien légionnaire, ancien membre de l'OAS, qui avait participé le 22 août 1962 à l'attentat manqué contre de Gaulle au Petit-Clamart. Condamné à 10 années de réclusion criminelle en mars 1963 il avait été gracié en 1967, quelques mois avant que ne soient graciés les derniers de l'OAS en 1968. Il fallait bien récompenser Massu pour son attitude « loyale » durant mai 68.

Un qui profita de cette aubaine fut Jacques Prévost, condamné, dans le même procès que Varga, à la peine de mort, en même temps que La Tournay et Bastien-Thiry. Alors que Bastien-Thiry était exécuté, Prévost et La Tournay bénéficiaient d'une grâce présidentielle et étaient finalement amnistiés et libérés en 68.

Ce Prévost, c'était un homme qui avait de la suite dans les idées. Aussitôt sorti de prison il reprend contact avec ses anciens copains dont beaucoup sont entrés dans l'Ordre Nouveau, l'ancêtre du PFN. C'est ON qui le propose comme candidat aux élections municipales de mars 71.

Puis comme il faut bien vivre, il fait dans les armes en travaillant pour une firme franco-espagnole (la CETME) dont la spécialité est les marchés africains. A

l'occasion il collabore aussi avec la firme Mediason-BE 3 S, suffisamment bien introduite pour avoir décroché le contrat de sonorisation du mariage du fils Ponia le 31 mai 74.

Et comment mieux vivre qu'en combinant harmonieusement ses intérêts matériels immédiats avec ses convictions politiques ? On retrouve alors Prévost dans les milices patronales de Peugeot, employé par la société d'intérim NOTA spécialisée dans ce genre de travail.

Mais il faut croire que tout cela n'a pas assez rapporté à Prévost puisqu'on le retrouve, tout dernièrement, dans l'affaire... de l'enlèvement du PDG de la société Phonogram, Hazan. C'est la maison de Prévost qui, en effet, a servi de planque aux ravisseurs et à leur PDG.

Lorsque les gendarmes, alertés par une militante du PFN qui sert d'indicatrice, sont arrivés devant la villa, ils n'ont trouvé qu'Hazan. Ses ravisseurs avaient disparu dont Prévost. Depuis il paraît qu'il est activement recherché, mais sans résultats.

Le fait que Prévost connaisse bien Ponia et son entourage n'est, bien sûr, qu'une pure coïncidence avec le peu d'ardeur que met la police pour rechercher Prévost qui se balladerait... en France, tout simplement. De même n'est que pure coïncidence l'enterrement de première classe dont bénéficie l'affaire Hazan.

Une supposition quand même : et si le troisième homme du hold-up manqué de Courbevoie n'était autre que Prévost lui-même, l'ami de Varga. Ce n'est, bien sûr, qu'une hypothèse, et si nous la donnons c'est que nous sommes sûrs que la police y a pensé toute seule.

## Contre les spéculateurs

### SQUATTERS A STRASBOURG

Le 6 rue Paul Janet est un immeuble de 75 logements à la Krutenau, quartier populaire de Strasbourg, livré à la spéculation immobilière.

L'un des plus gros entrepreneurs de l'Est de la France, propriétaire de l'immeuble, veut le raser pour le remplacer par un immeuble de luxe.

Depuis le 2 avril, l'immeuble est occupé par des squatters, soutenus par le CARDEK (Comité d'Action pour la Rénovation Démocratique et l'Extension de la Krutenau) association populaire luttant contre les destructions d'immeubles.

Plus de 40 appartements ont été rénovés par les occupants eux-mêmes, pendant les 5 premiers mois de l'action. Des commissions d'occupants et d'habitants ont établi des dossiers sur le problème de l'habitat ; en proposant des solutions.

Deux fêtes ont déjà eu lieu pour populariser la lutte.

Trainés dès le début en justice, les occupants ont été condamnés à l'issue d'une série de procès à l'expulsion de l'immeuble.

Profitant de l'été, un huissier s'est présenté fin juillet, demandant à tout le monde de vider les lieux. Cependant, l'occupation se poursuit et un programme d'animation du quartier est établi pour le mois. A partir du 17, des ateliers de masques, de poteries, de fresques murales seront ouverts aux habitants.

Une pièce de théâtre doit être jouée dans les rues, une excursion gratuite dans les Vosges est également prévue. Une commission prépare cet automne, et élabore une plate-forme réunissant les luttes de la région sur le terrain de l'aménagement.

Une énorme fête se prépare également pour la rentrée. A la Krutenau, on occupe et on ne s'ennuie pas.

Anton

## LA DROGUE ET LES MILITANTS

Emancipateur, l'usage de la drogue ? Le courrier que nous recevons nous invite à y regarder à deux fois. Il nous suggère aussi de creuser en détail les raisons qui, par delà les élémentaires problèmes de sécurité permettent de proscrire l'usage des drogues, mêmes douces, pour les militants révolutionnaires.

Nous continuerons à rendre compte de ce courrier avant de tenter de cerner les conclusions qui, selon nous, se dégagent de ce débat.

### Pas de substitut

Tout d'abord une petite remarque : nous luttons pour la décriminalisation des « drogues douces ». Pourquoi donc effectuer une différence entre drogues « dures » et drogues « douces » ? Pourquoi cette décriminalisation sélective ? Pourquoi empêcher ceux qui veulent vraiment se défoncer de le faire, sans risques des tracas de la répression ?

Mais venons en au problème de l'utilisation de la drogue dans les rangs de la LCR. « Le Comité Central de la LCR avait décidé que les militants ne devaient pas user de drogues illégales ». Cela veut-il dire que si nous obtenions la décriminalisation du haschisch les militants pourraient s'en servir ? Ce serait un

aboutissement logique. L'argument invoqué, la vulnérabilité de nos rangs face à la répression, tomberait de fait. Ce n'est pas très sérieux, il faut approfondir le problème.

Il est évident que la drogue, tout comme l'alcool, d'ailleurs, détourne les militants. C'est un moyen

d'évasion, de fuite. C'est aussi un moyen immédiat de « prendre son pied ». N'est ce pas là un terme qui revient souvent dans le discours des « sports » (tout et tout de suite).

Hélas ! nous sommes engagés dans un travail long et fastidieux (un travail de taupe). Il ne saurait y

avoir de substitut nous détournant de notre but.

Il ne s'agit pas de tomber dans les pièges de l'ascétisme bestial. Nous ne sommes, ni voulons être des surhommes. Il y a nos désirs, il y a nos dépresses. Mais il semble que la drogue (ou que l'alcool) ne soit pas un bon moyen pour satisfaire nos demandes.

En tant que marxistes-révolutionnaires, nous devons maintenant construire « l'homme socialiste » (l'homme au sens le plus général du terme, comprenant bien sur les deux sexes...) Ce n'est pas au beau jour de la révolution que la tâche commencera. Mais cette tâche, ce n'est pas non plus avec des moyens artificiels, extérieurs à notre corps, que nous parviendront à l'assumer.

Il semble que le militant qui écrit dans Rouge qu'il fume depuis 7 ans et qu'il milite depuis 2 ans n'a pas vu toutes les implications de sa pratique. Notamment il y a un point de vue que l'on ne dénonce pas assez celui des trafiquants...

Alors : la décriminalisation de la drogue, bien sur nous devons lutter dans ce sens. Nous devons lutter pour qu'elle soit distribuée dans les pharmacies et pour que les usagers aient la possibilité de suivre des contrôles médicaux. Il est bien évident que les militants devront s'en interdire l'usage. Rappelons nous l'effet de la drogue dans les rangs des G.I.S. La bourgeoisie pourrait s'en souvenir, et en tirer les conclusions. La décriminalisation de la drogue deviendrait alors pour elle une arme pour maintenir sa domination.

militant LCR Didier



### Une pente glissante

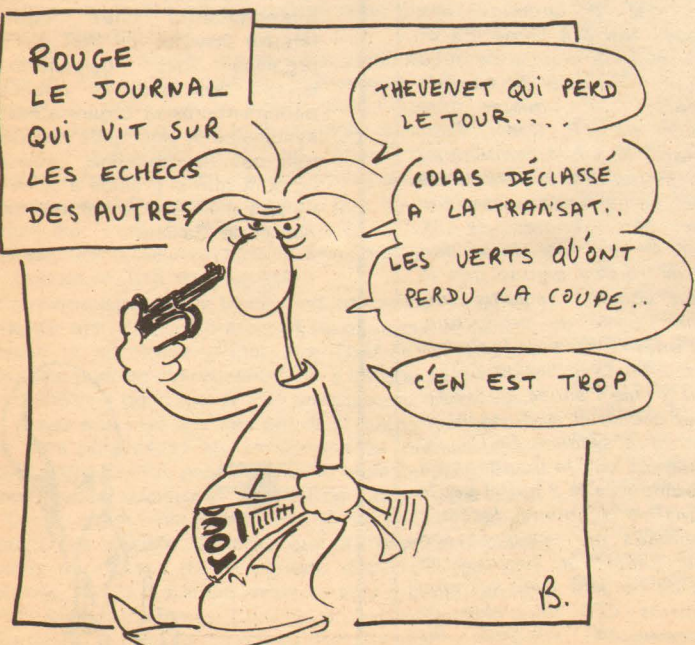
Certaines des contributions avancées jusqu'à présent dans le débat sur la drogue, me troublent. Pour bien situer le débat, il convient de nous interroger, non seulement sur les effets du hasch sur l'activité militante, mais aussi sur les fonctions possibles de la drogue dans la société pour laquelle nous luttons...

Un camarade a écrit, que la drogue est « un plaisir... qui n'altère en aucune façon les rapports, les discussions, les réflexions ». Si c'est le cas, il faut croire que ce camarade s'est fait berné par son marchand de shit ! Car le propre du hasch, c'est de brouiller la pensée, d'interdire la réflexion suivie. Ça ne tue pas, mais ça pollue et ça rend con. Au risque de passer pour un « censeur moraliste » selon l'expression en cours, j'affirme être contre l'usage de la drogue dans les rangs de la Ligue. Non seulement pour des raisons de sécurité (c'est déjà une excellente raison), mais aussi parce que cela tend à bloquer la réalisation de l'homme nouveau socialiste, l'homme qui se sert en toute lucidité de ses facultés à imaginer, à raisonner, afin de résoudre les gigantesques problèmes, qui se posent tout au long de la marche au socialisme et longtemps après.

Oui, fumer est une pratique sociale réactionnaire (...). En tant qu'avant-garde, nous devons nouer des liens étroits avec la jeunesse, sans toutefois nous confondre avec elle, au point d'approuver toutes les formes d'aliénation, dont elle a pu être victime. Je ne propose pas une approche dogmatique de ce problème, mais plutôt un débat ouvert sur les conditions sociales qui ont poussé tant de jeunes à chercher leur plaisir dans l'euphorie artificielle du joint.

« Subversive » la drogue ? Si vous voulez voir ce que cela donne à l'échelle de masses, vous n'avez qu'à regarder vers les Etats-Unis.

A.G. sympathisant américain, ex-fumeur.



# L'ETE DE L'OPERA

● *l'opéra lui non plus ne doit pas rester un lieu protégé, à l'abri des cris et des chuchotements de la création et de la recherche humaine.*

On va à l'Opéra comme on va au Musée. Pas plus mais pas moins. La bourgeoisie y va pour se donner en spectacle. Elle fit même construire des théâtres (à l'italienne) où loges et scènes se confondent dans un seul cercle. Mais l'important n'est plus dans l'apparat des toilettes et des smokings qui accompagne inévitablement toute représentation. L'important c'est que l'opéra ne reste pas un lieu privilégié, à l'abri des cris et des chuchotements de la création et de la recherche contemporaines.

Aix à la différence d'Avignon, n'avait pas vu son festival troublé par la « contestation » en cet été 68 si proche de Mai. C'était le rappel symbolique d'un processus entamé depuis longtemps et où l'opéra à la différence du théâtre, s'était coupé d'une audience de masse et des courants de recherche critique, actifs dans la mise-en scène théâtrale. Force est bien de constater que les innovations de Debussy écrivant un Pénélope et Méliandre transparent audible et assimilable par un public moderne et avide de sens, n'ont pas ouvert une période de création de nombreux opéras contemporains.

## Quand l'opéra avait une base populaire.

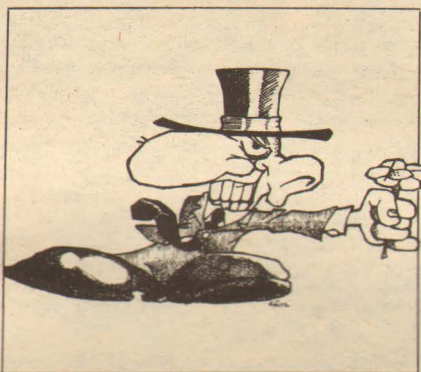
C'est que les obstacles ne sont pas d'ordre technique, pas plus que Verdi ou Wagner seraient des archaïsmes prestigieux. C'est le contexte social qui



a changé et les rapports que l'opéra entretient globalement avec lui, avec les aspirations et les manques du public. En tant que théâtre total, que représentation où la musique fait naturellement partie de la vie, l'opéra eut, à un moment, une base populaire. Il a pu soulever l'enthousiasme par l'utilisation pluri-dimensionnelle de l'espace mis en scène. Son contenu dramatique a pu être de plein-pied avec les derniers élans historiques de la bourgeoisie.

Le nom de Verdi servait de drapeau à l'unité italienne et à la subversion contre l'Autriche. L'ouverture de *Senso* sur celle du Trouvère à la Fenice n'est pas une clause de style ou une préciosité de Visconti. Elle fait référence aux mécanismes d'un phénomène aux profondes racines sociales et dont les conséquences, pour la mémoire populaire, sont grandes : le chant verdien a subsumé puis refoulé dans le folklore, les formes

chantées des minorités populaires de la péninsule. L'avant-garde italienne, dont Luigi Nono est un bon interprète, remonte actuellement à la source de ces expressions fraîchement oubliées, de ces tonalités considérées comme dissonantes et les fait figurer dans ces compositions. Mais partout, le cinéma a évidemment supplanté l'opéra dans ce qu'il avait



d'avancé comme expression totalisante. Et celui-ci s'est replié sur lui-même, survivant avec ses divas, ses grands airs et ses amateurs de bel-canto.

## Les festivals d'été

Aujourd'hui les festivals d'été le font subrepticement sortir de ces temples, élargissant le cercle des amateurs. A tel point que certains directeurs de maisons artistiques y voient une démocratisation par le nombre. J.Bourgeois et J. Darnel, directeurs d'Orange, insistent sur le fait que 20.000 spectateurs pour Aida et presque autant pour Lohengrin cela fait douze fois le public d'une représentation à l'opéra de Paris. Ils affirment avoir trouvé ainsi la voie de la « rentabilisation du théâtre lyrique si difficile à obtenir de nos jours ». B.Lefort, directeur du festival d'Aix, fait grand cas de l'abandon du nœud papillon et d'une retransmission en direct de Médée. A les entendre le prix des places n'est même plus un problème puisque les « places populaires ne sont pas les plus mauvaises ». On se demande pourquoi les deux tiers du public d'Orange s'obstinent à payer très cher des moins bonnes places. En réalité les festivals d'été conservent un public très sélectionné dans l'ensemble, très peu populaire, et il ne sert à rien de le cacher. Quand ils se décentralisent, comme celui d'Aix en Arles, c'est manifestement pour intégrer les représentations dans une politique plus touristique que musicale : le théâtre antique d'Arles a une acoustique nulle et les lieux restent rebelles à toute harmonisation du dispositif scène-orchestre. Tant pis, on continue à y donner de l'opéra, trois colonnes antiques et des cyprès faisant paraître un cadre exceptionnel. Et un peu de mistral aidant, on ne s'extasiera que sur les prouesses de Montserrat Caballé l'an dernier dans Elisabetta ou de Léonie Rosynek cette année dans Médée.

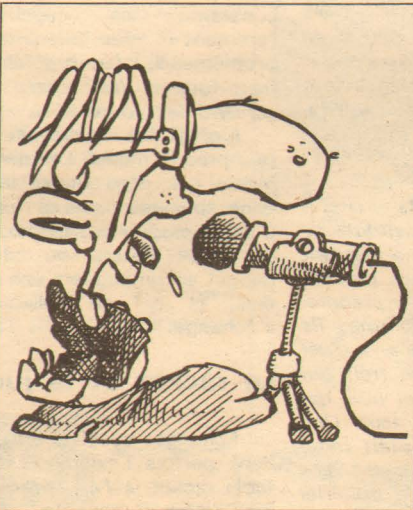
## Renouveler la forme, retrouver le sens...

Mais c'est ainsi tourner le dos aux efforts nécessaires pour adapter l'opéra à une audition moderne où la voix ne constitue plus le seul centre d'intérêt. Orange, tout en cultivant son image de prestige, semble se suffire de mise en scène traditionnelles faites pour ne pas

déranger les conventions d'un public appelé à participer aux chorégies comme à une manifestation exceptionnelle dans un lieu exceptionnel, comportant un caractère historique par le rassemblement exceptionnel de personnalités artistiques » (Bourgeois et Darnel, programme des chorégies 76). Hélas, la qualité des voix de Shroder-Feinen, Nimgern et King même bronchiteux, ne feront pas oublier le pompiérisme de la mise en scène de Lohengrin par Everding et le ridicule des costumes, drôles à force de vouloir faire « d'époque ». Le critique du Figaro trouve dans tout cela des motifs de réconfort. Cela repose, dit-il, des étrangetés et des bizarreries qui viennent maintenant perturber l'opéra. Celui-ci est en effet atteint par l'arrivée salutaire de metteurs en scène et de chefs d'orchestre (voir l'interview de Diego Masson dans le dernier numéro de Dialectiques) qui ont une longue expérience du théâtre ou ont fait leurs preuves dans des groupes de recherche orchestral.

Du coup, ils ont le souci de faire correspondre des logiques musicales, vocales, théâtrales séparées mais présentes dans les opéras les plus classiques. Ainsi Patrice Chereau et Boulez semblent avoir renouvelé totalement la Tétralogie en introduisant dans la mise en scène un point de vue de critique sociale qui, en restituant au drame de Wagner la contemporanéité du XIX<sup>e</sup> siècle, reste fidèle à celui-ci en même temps qu'il attaque l'hypocrisie bourgeoise. Les intéressés eux-mêmes ne s'y sont pas trompés et ont vociféré à Bayreuth à la vue d'un Wotan chef d'industrie et de famille fin de siècle. Ils ont pris acte que la Tétralogie n'est pas forcément une messe où l'on s'assoupit ou se pâme comme l'ont fait tant de générations à Bayreuth, et qu'une lecture de Wagner mettant en rapport une pratique scénique et une pratique sociale peut donner à son opéra une dimension nouvelle et actuelle.

Le travail de Jorge Lavelli qui vient de monter la Traviata à Aix va dans le même sens : il intègre l'extraordinaire et encore



peu connue voix de Sylvia Sass dans une interprétation où les chœurs eux-mêmes donnent le spectacle fellinien d'une société bourgeoise destructrice et mortelle. L'opéra retrouve ainsi le sens de sa propre critique, dénonce lui-même ses propres outrances et ses hermétismes sans rien perdre de sa valeur d'exemple d'une musique en action.

Paul Allies

## télévision

### TF 1

- 12.30 Le francophonisme
- 13.00 Journal
- 13.45 Objectif santé
- 14.00 Patate (1964)  
Lamentable ce film de Robert Thomas
- 18.20 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 20.00 Journal
- 20.30 L'amfiparnaso  
Une comédie chantée de Orazio Vecchi
- 21.15 Evasion : Haïti  
C'est toujours un drôle de titre pour cette île qui subit la dictature de Duvalier
- 22.05 Les comiques associés
- 22.35 Journal

### A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui madame
- 15.55 Mission impossible (série américaine)
- 16.45 La mer et les hommes (documentaire)
- 17.15 Les douze légionnaires
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour-là, j'en témoigne  
27 mars 1942
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Bonjour Paris (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran  
Suite du film de Jean Dréville diffusé hier : La Fayette et débat sur... quand la France aidait les Usa... avec des descendants de La Fayette...
- 23.30 Journal

### FR 3

- 19.05 Etranger, d'où viens-tu ? (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Les Osmonds brothers (dessin animé)
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Aventures  
La tour prends garde (1957)  
Un film de cape et d'épée de Georges Lampin qui fut tourné avec le concours de la cavalerie de Tito.
- 21.50 Journal

## LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Ancien total	374 528,75
Michele Yvry/Seine	100,00
Diffuseurs Marseille	200,00
Diffuseurs Fougères	195,00
Sympathisante de Toulouse	100,00
Un éducateur de Rennes	250,00
Le Bourjouflu EN Versailles	50,00
CC Paris	100,00
GM Paris	100,00
HA Quen	30,00
GTR Tours PTT	200,00
Diffuseurs PTT Tours	250,00
Diffuseurs Lycéens Tours	65,00
GTR Cogéco MTC Tours	20,00
Diffuseurs Santé Tours	630,00
Diffuseurs Enseignants Tours	160,00
Grand Fred de Tours	500,00
Frappe (Compte rond)	1,25
Nouveau total	377 480,00

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chenot et à envoyer à l'adresse du journal.  
CCP Paris 4 501 42 R

NOUVELLE VICTIME DE LA SÉCHERESSE : ROUGE PERD SES FEUILLES EN ÉTÉ !



B.



## L'ARNAQUE EN CULOTTES COURTES

● *La généralisation de la « délinquance » en culottes courtes a de quoi inquiéter un ministre de l'intérieur. A quand les opérations coup de poing dans les maternelles ?*

Quelquefois ça vaut une dépêche de l'AFP. En parcourant la bande du telescripteur on apprend comme « ça », que « deux garnements » qui en avaient assez de jouer aux fléchettes sur des cibles en carton s'en sont pris aux pneus des voitures qui passaient là par hasard. Résultat : une quinzaine de voitures bloquées, un embouteillage monstrueux, des braves vacanciers immobilisés pendant plusieurs heures. Anecdote : le méfait s'étant déroulé en fin de soirée, la plupart des automobilistes ont dû passer la nuit à la belle étoile. C'était le 10 août dernier, à Villecroze, dans le Var.

Les petits enfants aussi défraient la chronique. A y regarder de près, la généralisation de la délinquance en culottes courtes a de quoi inquiéter un ministre de l'Intérieur. Craignons donc à très court terme les opérations coups de poing dans les maternelles.

Deux familles se disputent. Les mots sont violents, les gestes un peu vifs. Un gosse assiste à la scène. Il croit son père menacé. Il y a une carabine à la maison, il va la chercher, et tire sur les « ennemis » de son père. Une femme est blessée dans le dos et doit être hospitalisée. Son mari est touché à la tête. C'était à Maincy, en Seine et Marne, le 5 août.

Un mariage. Les familles ayant vu les choses en grand, une énorme pièce montée est prévue pour le repas de noces. Manque de chances, au moment du dessert, le chef-d'œuvre de pâtisserie est introuvable. La police est prévenue. Après une rapide, mais très sérieuse enquête, elle trouve les coupables : trois gamins... qui ont eu le temps de tout manger, jusqu'au dernier chou à la crème. Ça se passait à Samoio, le 5 août.

### Des mômes très gentils

De la poussière d'actualité ? Des bouche-trous pour journalistes en mal de copie ? Voire. Par-delà les dépêches laconiques de l'AFP, on recueille sans mal d'autres témoignages sur ce que couvent ces chers petits dès que papa-maman ont le dos tourné.

Un copain éducateur dans une cité nous le présente. Il n'est pas pris en charge par le service social du coin, mais il se passe des choses qu'il ne comprend pas très bien avec son gosse. Il est venu demander conseil. « C'est pourtant un petit gars très gentil. Vraiment pas de problème, ou alors rien de grave. L'autre jour, en revenant du supermarché, je lui ai trouvé l'air un peu bizarre. Je voyais bien qu'il me

cachait quelque chose. Je lui ai posé une ou deux questions. Il s'est troublé. Je lui ai demandé de vider ses poches... Ce qu'il y avait dedans, on le devine sans mal. Des friandises « récupérées » sur des comptoirs près des caisses, des jouets, et puis surtout des gadgets scotchés à l'extérieur de l'emballage de certaines marchandises. Des riens, des bricoles, de la camelote pour un compte de 15 à 20 francs tout au plus. « A la maison, on a un peu fouillé ses affaires. Il n'y avait pas grand-chose, mais enfin assez pour comprendre qu'il n'en était pas à la première fois. Il nous a dit que c'était pour faire des échanges avec des copains, à l'école ».

Une mère, dans une autre cité de l'Est parisien, elle a déjà un de ses gosses placé dans une institution « spécialisée ». Mais son petit dernier lui pose déjà bien des soucis. « Je m'en doutais depuis un petit moment, mais enfin, je ne l'avais jamais pris sur le fait. Il me volait de l'argent dans mon portemonnaie. Des pièces, pas des billets. Remarque, c'est de ma faute : je laisse toujours tout traîner ». Les babioles qu'il ramenait à la maison, il disait que c'étaient des copains qui lui avaient prêtés.

« On était tellement surpris qu'on ne l'a même pas disputé. A part ça, c'est vrai, c'est un gosse gentil ».

Balade dans la cité (triste, cradasse, surtout en ce mois d'août). On discute un peu avec l'éducateur, autour d'un bac à sable. Soit dit en passant : les plages sont peut-être polluées, mais ce sable-là, ça doit bien faire trois ou quatre ans qu'il n'a pas été renouvelé !

« Il y a beaucoup de petits, de 7 ou 8 ans, qui traînent dans la cité. Il n'y a pas toujours la possibilité de les envoyer à la campagne pendant les mois de vacances. Les parents ne savent pas toujours s'y prendre. Les mômes jouent comme ils peuvent. Presque tous les ans, c'est pareil : il y en a deux ou trois qui vont roder vers l'école, et puis qui cassent. Et qui cassent tout. Une fois, il y a deux ans, c'était toute une bande. Tout y est passé. Les carreaux, les portes et le matériel scolaire. Sans parler de la merde étalée sur les murs. Ils se disaient que s'ils arrivaient à tout détruire, il n'y aurait pas de rentrée des classes ».

Il s'en faut de peu pour que les petits enfants apparaissent à leurs proches sous un jour bien décoloré-

tant. Quelquefois, on les prend sur le fait. Quelquefois aussi, c'est un commerçant furieux (ou gêné) qui informe. Quelquefois encore c'est un flic ou une assistante sociale. Les mots fusent facilement : « voleur », « vandale ». De la « graine de prison » en quelque sorte. Pour peu que les parents aient mauvaise réputation dans le quartier.

« C'est un phénomène difficile à saisir », explique l'éducateur de service. « Les vols, au coup par coup, sont peu importants en général. Mais chez certains gosses on a retrouvé de véritables trésors de guerre. Parfois le magot est collectif, caché dans un coin de cave, on enterré dans un chantier ». Une constante : les coupables sont rarement des mômes « à problèmes ». « Les problèmes viennent quand les parents s'aperçoivent des coups ».

L'objet des rapines est toujours à peu près le même. Les gadgets, les jouets qui, dans toutes les écoles, dans tous les squares font l'objet d'une « mode » passagère. Tel type de petite voiture, ou tel cadeau-gadget accompagnant une marchandise, et qui se collectionne et s'échange.

### Le racket et la jungle

Echanges et corrections qui fondent parfois l'existence d'un véritable racket. « J'ai voulu avoir une explication », raconte un parent. « C'est simple, ses copains lui avaient dit que s'il ne rapportait pas un sac de soldats, eh bien : ils lui casseraient la figure ». On rançonne aussi dans les cours de récré. Il s'en faut d'un poil pour que ça prenne des proportions. A Charleville, le week-end dernier, un gosse de 7 ans pique 1700 francs à

son père pour payer une « rançon » exigée par un de ses copains, âgé lui aussi de 7 ans, mais plus costaud. Et qui voulait se constituer un arsenal de carabines et de pistolets. A plomb, naturellement.

Il faut vraiment une solide dose d'optimisme pour ne pas voir la jungle dans laquelle vivent les enfants. Sans trop s'en émouvoir d'ailleurs. Elle est un décalque assez rigoureux de celle dans laquelle se meuvent les adultes. Pour un petit aussi, il faut posséder, afficher « fortune » et « moyens ». Les « modes » qui sévissent dans les cours de récré sont une véritable bourse des valeurs. Fin juin, les images ou gadgets tirés de l'émission TV « Sandokhan » étaient très cotés (pour l'anecdote : la bande sonore de la même émission est dans les premières au hit parade des adultes !). Ils avaient remplacé les chromos de footballeurs (parmi lesquels les effigies des « verts » avaient une valeur toute particulière, pardi !), qui eux-mêmes avaient fini par l'emporter sur les images « Kung-fu ». A la rentrée de septembre, tout cela ne vaudra plus rien. Il est difficile de tenir son rang dans ce monde où les valeurs les plus sûres s'écroulent au bout de quelques mois.

### Mi-emmerdé, mi-complice

Ils piquent, ils arnaquent, ils détruisent parfois, sous notre nez toujours. Ils se sentent rarement coupables. Ils craignent l'engueulade, et aussi dans les cités ou planent toujours un peu la menace de l'assistance sociale ou de l'éducateur : le placement. Pour le reste, ils ne volent pas : ils s'approprient.

L'éducateur, mi-emmerdé, mi-complice : « S'ils en avaient la possibilité, ils rendraient sans doute les objets qu'ils piquent, une fois qu'ils ont perdu leur valeur auprès de leurs copains. Dans les bandes, plus tard, c'est la même chose. La bagnole ou la moto qu'on fauche, le samedi soir pour épater les copains, le lundi matin on ne sait plus trop quoi en faire. On l'abandonne dans un coin. Mais entre temps, quelquefois, on se fait prendre ».

Pourquoi diable un moufflet de cinq ou dix ans admettrait-il que l'accès de certaines jouissances de ce monde lui est interdit. « Voleur ? » Un mot d'adulte, de « grand ». Ces adultes avec lesquels de toute façon, il faut ruser. Et qui, à vue de nez, ont bien du mal, à leur niveau, à s'accommoder de l'ordre et de la loi. Au fait : vous n'avez jamais piqué dans un super-marché vous ?.

JF. V

